

MALGRÉ LES DÉCLARATIONS DE SELLAL

Les gardes communaux préparent leur marche

Les gardes communaux poursuivent leur action de sensibilisation pour la réussite de la marche du 13 septembre prochain à laquelle ils ont appelé, au lendemain de l'annonce de l'ex-émir de l'AIS, de créer un parti politique et qu'ils sont décidés de maintenir malgré les déclarations rassurantes du Premier ministre.

L'on se rappelle, plusieurs jours après l'annonce de l'ex-émir de l'AIS de lancer un parti politique, les pouvoirs publics étaient restés muets et aucune réaction officielle n'était venue pour mettre fin à la polémique que cette information avait suscitée. Aussi, juste après l'annonce de cette information, les premiers à réagir étaient les gardes communaux qui, par la voix du porte-parole du mouvement pour la cause des gardes communaux et de la lutte contre le terrorisme, Aliouat Lahlou, avaient dénoncé l'idée de création d'un parti politique par «un individu qui aurait dû être derrière les barreaux tant il est l'auteur des crimes qu'il a d'ailleurs assumés publiquement».

Dans la foulée de ces événements et pour ne pas rester passifs devant de tels dérapages, les délégués des gardes communaux de plusieurs wilayas se sont réunis le 29 août dernier à Alger et ont décidé d'une marche nationale pour le 13 septembre prochain à Batna. Durant la même journée, le Premier ministre

qui regroupait les walis pour la préparation de la rentrée sociale, s'exprimait sur le sujet. Abdelmalek Sellal parlait d'un ton solennel sur ce sujet en rappelant la détermination de l'Etat algérien à ne plus permettre à quiconque de faire revivre au peuple la tragédie des années 1990 ; ni un retour en arrière.

Le Premier ministre rappellerait que la charte pour la paix et la réconciliation nationale est claire à ce sujet et qu'il est interdit à ces éléments ayant participé de près ou de loin à la tragédie nationale de revenir sous quelle forme que ce soit à la vie politique.

Cela étant et malgré les déclarations du Premier ministre, les gardes communaux ont maintenu leur action. Selon Aliouat Lahlou, «la dynamique de la marche a été enclenchée et puis, l'Etat algérien nous a habitués à dire la chose et son contraire». Mieux encore, et d'après le porte-parole du mouvement des gardes communaux et de la lutte contre le terrorisme, «l'appel



Les gardes communaux refusent de rester passifs.

lancé par les gardes communaux il y a de cela une semaine a été accueilli par d'autres organisations comme les patriotes, les groupes de légitime défense ou GLD, mais également par la grande famille des victimes du terrorisme». «Toutes ces organisations nous ont contactés et ont donné leur accord pour marcher avec nous le 13 septembre», dira-t-il.

Notre interlocuteur qui revient de Jijel après la réunion de jeudi dernier qui a regroupé à Béjaïa, les délégués d'une dizaine de wilayas, nous parle de citoyens extrêmement choqués par les déclarations de

celui par qui leur malheur arriva. Selon Aliouat Lahlou, «tous les citoyens rencontrés dans cette wilaya, à travers différentes communes comme Ziam Mansouriah, El Aouana, Meskiana, Bordj Tahir, ou encore Kaous, fief de l'AIS durant les années du terrorisme tant celui qui est en train de défier l'Etat algérien et de proclamer ses intentions de créer un parti politique, après avoir assumé publiquement l'assassinat des citoyens innocents, est natif de cette commune, sont décidés à se dresser comme un seul homme contre les visées politiques de ce personnage».

Photo : Samir Sid

Cela étant, le porte-parole du mouvement pour la cause des gardes communaux et de la lutte contre le terrorisme rappelle que l'appel est adressé à tous les Algériens épris de liberté et conscients des enjeux de l'heure, pour venir le 13 septembre prochain et dire : «Non au retour aux années noires du terrorisme», «Non à l'Etat de Mezrag», «Non au projet obscurantiste et sa mise en œuvre sur le dos du peuple», «Oui pour une Algérie qui avance» mais également, «réclamer haut et fort la revalorisation du combat de tous ceux qui se sont sacrifiés pour la République».

A cet effet d'ailleurs, Aliouat Lahlou dira qu'une correspondance est adressée au président de la Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'Homme (CNCPPDH), Farouk Ksentini dans laquelle, les gardes communaux et au nom de tous ceux qui se sont engagés dans la lutte antiterroriste pour sauvegarder la République durant la décennie 1990, aux côtés des services de sécurité, comme les GLD, les patriotes, pour que leur sacrifice soit reconnu officiellement par l'Etat algérien.

Y. Y.

DANS UNE RÉUNION QU'IL A PRÉSIDÉE HIER AVEC LES ÉLUS LOCAUX

Zoukh promet une capitale sans bidonvilles en 2016

«On n'acceptera jamais que de nouveaux bidonvilles voient le jour dans la capitale. Dorénavant, tous les logements qui seront construits dans la capitale seront destinés aux Algérois.» Le wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, veut faire de l'année 2016, une année sans habitation précaire. C'est le message-clé qui ressort de la réunion qu'il a présidée hier avec les élus locaux en présence des walis délégués.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Plusieurs points ont été abordés lors de cette rencontre, mais toujours est-il que la question relative à l'habitat précaire et son éradication ont constitué le fait marquant de cette réunion.

Le wali d'Alger a demandé aux élus locaux (APC et APW) de «fournir plus d'efforts et de réunir toutes les conditions pour rendre à la capitale son lustre d'antan».

Pour Abdelkader Zoukh, «remporter la bataille du logement, c'est mettre fin à toutes formes de désordre», c'est pour cela, a-t-il indiqué, que «nous sommes prêts à déclarer Alger une capitale sans bidonvilles». L'éradication de l'habitat précaire, c'est également «réussir l'opération de réhabilitation des anciennes bâtisses algéroises notamment celles se trouvant sur les grandes artères et boulevards de la capitale».

A ce titre, un exposé a été fait par le responsable de la structure en charge du suivi de cette opération. Ce dernier a fait savoir que «l'opération de réhabilitation du vieux bâti qui a débuté en 2007 a touché 56 302 logements se trouvant dans 14 communes».

En évoquant ce point, le wali d'Alger a plaidé pour la réhabilitation du syndicat d'immeuble et aussi la remise en marche des ascenseurs, dont le nombre actuellement en panne est de 700.

«Avec ces pannes, nous avons pris en otage des personnes âgées qui ne peuvent sortir à l'extérieur», a indiqué le wali. Il y a un mois, lors d'une visite dans la capitale, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelmadjid Tebboune, avait déclaré qu'«Alger sera la première capitale en Afrique

et au Maghreb à ne pas compter de bidonvilles». Selon lui, la «wilaya poursuit l'éradication des bidonvilles et l'opération sera achevée en 2015 ou au plus tard, au premier semestre 2016.

La capitale, dira le ministre, était devenue lors des années de la tragédie nationale, le seul refuge pour de nombreuses familles ayant fui les violences en milieu rural, un phénomène qui a été à l'origine d'une demande en logements 20 fois supérieure à l'offre. «Il y a eu des instructions du président de la République et du Premier ministre afin de donner un nouveau visage à la capitale en transférant les populations vers de nouveaux loge-

ments et le plan d'action du gouvernement s'engage à éradiquer les bidonvilles», a encore souligné M. Tebboune. C'est dans ce cadre que se situent le PDAU d'Alger et des autres villes comme Annaba et Constantine, a-t-il souligné en appelant au «respect des normes d'urbanisme pour revoir le tissu urbain».

Hier le wali d'Alger a tenu à rappeler que 150 points noirs constitués de bidonvilles ont été éradiqués dans la wilaya d'Alger et plus de 20 000 familles ont été relogées en un an.

Enfin, Abdelkader Zoukh a rappelé que tout recrutement au niveau local doit bénéficier de l'accord du premier responsable de l'exécutif.

A. B.



Zoukh veut remporter la bataille du logement.

Photo : Samir Sid

LE DIRECTEUR RÉGIONAL D'AIR ALGÉRIE AU SUJET DE L'AFFAIRE**DE LA CHEF D'ESCALE FILMÉE PAR UN PASSAGER :**

«Il ne faut pas discréditer toute une compagnie à cause de cet incident»

Ce qui avait commencé par une simple altercation verbale entre un passager et un chef d'escale s'est finalement transformé en un feuilleton relayé sur les réseaux sociaux suite à la diffusion d'une vidéo montrant une partie de cet échange.

Amel Bentolba - Oran (Le Soir) - L'affaire aurait pu s'arrêter là c'est-à-dire après que la vidéo ait fait le tour de toute la toile et parvenue jusqu'à la Direction régionale et centrale d'Air Algérie qui ont immédiatement pris acte en suspendant la concernée jusqu'à son passage devant la commission disciplinaire. Dès lors, une véritable cabale a été menée contre cette dame, parodiée, caricaturée, insultée sur tous les réseaux sociaux. Mais ça n'a pas suffi puisque depuis l'annonce de la mesure de sa suspension, depuis jeudi, circule une photo montrant l'employée en question sur la piste d'atterrissage de l'aéroport Ahmed-Ben-Bella (Oran)

avec un commentaire «voyez par vous-même les mensonges d'Air Algérie, elle travaille encore et n'a pas été suspendue comme annoncé».

Une publication de trop puisqu'elle a suscité hier la réaction du directeur régional d'Air Algérie à Oran qui a reçu la presse pour apporter des précisions. Document à l'appui, M. Chentouf montre la décision de suspension de la concernée tout en s'interrogeant sur les réels motifs de cet acharnement. «Cette dame assure le réseau domestique en tant que chef d'escale, je ne suis pas là pour la défendre mais pour vous apporter des éclaircissements suite à la photo publiée

disant qu'elle n'a pas été suspendue. Cette dame travaille certes dans des conditions difficiles mais elle a eu un propos non commercial.»

Précisant que la personne l'ayant filmée était sur la liste d'attente et la chef d'escale avait déjà établi sa liste comprenant 13 passagers pour le vol Oran/Béchar, un ATR parti complet à son bord 74 passagers. Mécontent, il y a eu un échange verbal entre eux et s'en est suivie la vidéo en question.

Et de préciser «pour notre part dès que nous avons su, nous avons pris toutes les mesures nécessaires avec une décision de suspension, une décision conservatoire prise le 1^{er} septembre 2015 conformément à la réglementation. Une commission d'audition a été établie, et la dame a été auditionnée le mercredi (l'incident a eu lieu un lundi

31 août, le lendemain, elle ne travaille pas). Par la suite ce sera à la commission disciplinaire de trancher conformément à la qualification de la faute selon les degrés».

La chef d'escale a pour sa part déposé une plainte contre l'auteur de la vidéo qui a été identifiée et l'affaire suivra son cours. Le directeur régional précise que la plainte n'émane pas d'Air Algérie mais de la chef d'escale à titre personnel.

M. Chentouf dira que la réglementation tranchera et que nul n'est à l'abri d'une faute professionnelle. «Il ne faut pas discréditer toute une compagnie à cause de cet incident, on n'est pas parfait mais on n'est pas mauvais non plus. Cette dame a commis une faute professionnelle et des mesures ont été prises et suivent leur cours légal», dit-il.

A. B.